

Douala : flux ethniques, création urbaine et dynamisme régional

Guy MAINET

Le fait ethnique — que le pouvoir politique s'était efforcé, pendant de longues années, de minimiser dans les textes et documents officiels, avec l'intention évidente de faire taire toute affirmation tribaliste ou par trop régionaliste — est indéniablement une donnée géographique de première importance. Il permet d'expliquer à Douala style de croissance et modes de fonctionnement de la grande ville camerounaise.

Pourtant, depuis quelques mois, c'est un facteur qui semble être à nouveau pris en considération. Lors de la préparation des élections d'avril 1986 au sein du parti unique (le RDPC), une distribution des rôles, tenant compte à la fois des pesanteurs du passé et de l'actuelle importance numérique des groupes en présence, avait été admise sur les bases suivantes : un Duala comme président de la section départementale (le Wouri englobe toute l'agglomération doualaïse), un Bamiléké comme premier vice-président, un Bassa au poste de trésorier départemental ; et par ailleurs la présidence départementale des Femmes du Parti devait revenir à une Bamiléké et celle des Jeunes à une Bassa...

Un conglomérat d'ethnies à croissance différentielle

Devant l'ampleur de l'explosion démographique, — avec une population multipliée par 20 ou 25 depuis 1946, soit en moins de deux générations —, les modifications de la composition ethnique prennent une signification particulière (voir tableau page suivante).

Dans la réalité des faits, les autochtones (des Duala surtout, mais aussi des Bassa) ne représentaient plus guère en 1968 déjà qu'un dixième de la population totale de l'agglomération. Les autres citadins sont des migrants plus ou moins anciennement installés en ville, soit des allogènes (Bamiléké, Bassa, etc.), soit des étrangers africains ou expatriés européens.

L'évolution récente confirme le poids sans cesse accru du groupe Bamiléké, désormais majoritaire à lui seul (contre environ 10 % vers 1950). L'ensemble « reste du Cameroun » a varié du point de vue qualitatif au cours de la période. Les « forestiers » (Ewondo, Bulu, gens de l'Est) assez nombreux avant l'Indépendance ont été supplantés par le groupe des « Mbamois » et par les anglophones de l'ancien Came-

ANNEES	1937	1947	1955	1967	1976	1986
POPULATION TOTALE (EN MILLIERS)	42	60	120	230	458	1 500
GROUPES ETHNIQUES (EN %)						
- Duala	<u>50</u>	<u>38</u>	20	17	10	7
- Bassa	15	16	18	23	20	18
- Bamiléké	5	8	<u>26</u>	<u>37</u>	<u>45</u>	<u>53</u>
(total des 3)	(70)	(62)	(64)	(77)	(75)	(78)
- reste Cameroun	16	24	24	14	14	16
- Etrangers africains	12	10	6	4	8	4
- Européens	2	4	6	5	3	2

La population doulaïse : les changements de la composition ethnique (estimations)

rou occidental. Une constante existe : les ressortissants des provinces septentrionales demeurent toujours assez peu représentés. Autrefois les étrangers africains furent surtout des originaires des colonies anglaises et françaises de l'Afrique de l'Ouest (Dahoméens, Togolais, Ghanéens, Sierraléonais). Ils furent relayés par les « Biafrais » à un moment de l'histoire récente. Les citoyens des pays membres de l'UDEAC sont quasiment absents. Les Européens ou assimilés se maintiennent en valeur absolue avec une trentaine de milliers d'individus.

Au total il nous faut souligner l'ampleur des apports migratoires provenant d'un espace « régional » relativement peu éloigné de Douala. Trois groupes principaux ont rassemblé et continuent de regrouper encore à eux seuls une proportion assez constante de migrants, compris entre 62 et 78 %. Ils constituent les trois pôles majeurs autour desquels s'articule et se modèle la mosaïque ethnique de la ville africaine doulaïse.

Les étapes de la croissance de Douala

La mise en place des grands groupes ethniques ne s'est pas effectuée de manière indifférente au cours des années de la colonisation et de l'Indépendance ensuite. Douala a toujours été constituée d'ensembles sociaux et spatiaux bien individualisés : ville blanche coloniale, ville autochtone Duala, ville des « étrangers » (= Africains non camerounais, mais aussi Camerounais non Duala se jouxtant tout en conservant leur spécificité d'origine). Réduire la ville africaine à la seule présence des « Indigènes » (terme de l'époque) serait d'une trop grande simplification.

A l'origine, avant 1884, *Cameroon Town* était la ville autochtone Duala, celle des chefferies Bell, Akwa, Deïdo et Bonabéri. Sous la colonisation allemande, *Kamerunstadt* devenue *Duala* (1901) juxtaposait quartiers européens (administratif, portuaire) et quartiers indigènes distincts selon les clans Duala et accueillant en leur sein des étrangers non Duala disséminés. Durant la période française, la ville coloniale était double ou triple, car elle réunissait la ville blanche, la ville des autochtones Duala et New Bell grand secteur populaire où on avait regroupé les « Etrangers » (lequel fut suivant les moments et au gré des décisions administratives consi-

déré comme *extra-* ou *intra-muros*). Mais en soi-même New Bell est un véritable conglomérat de pièces innombrables et homogènes à la fois : si les ressortissants de certaines « nationalités » sont relativement éparpillés sur toute l'étendue de New Bell (Congo, Sénégal, Sebendjongo pour les « Nordistes » et les non-Camerounais), d'autres au contraire sont très regroupés territorialement comme les Ewondo (Nkololoun, Nkolmintag, Mbam-Ewondo), les Bamiléké (Bangangté, Bafang, Ngangue, Kassalafam) et les Bassa (New Bell-Bassa ou « Froukel », Nkongmondo, Babyloane ou Yabassi).

Après l'Indépendance et depuis quinze ou vingt ans surtout, une auréole externe de quartiers spontanés a ceinturé la ville coloniale d'avant 1960. L'appartenance ethnique détermine le choix de telle ou telle de ces nouvelles « zones » (ou d'un de leurs sous-quartiers). Dans la Zone Nylon, les Bassa sont nombreux à Nylon et Tergal, alors que les Bamiléké sont omniprésents à Madagascar, à Brazzaville (souvent rebaptisé « Bafoussam »). Dans d'autres zones (Bépanda ou Maképé), les Bamiléké dominent à Yoyong, Fédéral ou Voirie, à Maképé-Petit Pays ; les Bassa sont souverains à Cacao-Barry, Ndoghem, km 8-Kondi.

Ces quartiers d'habitat spontané de la périphérie constituent de véritables « coulées urbaines » déversant des citadins provenant surtout du grand quartier d'accueil de New Bell. Les migrations intra-urbaines sont donc conditionnées et orientées très largement par les solidarités et affinités ethniques. Le front d'urbanisation est le fait des groupes ethniques pléthoriques et dynamiques (Bamiléké et Bassa allogènes). Parmi tous les Bamiléké, ceux de la Mifi ou du Ndé se distinguent par des comportements socio-professionnels spécifiques ou par des activités « réservées » (exemple, les bouchers de la Mifi, ou encore le taximen du Haut-Nkam). La venue en ville des ressortissants de l'Ouest a été plus ou moins précoce selon le département d'origine dans la province : certains secteurs ont été désenclavés tardivement ; d'autres ont des sols non volcaniques moins riches. Il ne faut pas oublier non plus le cas des Bamiléké appartenant déjà à la diaspora (ceux du Moungo et des différents centres urbains camerounais). Les gens de la Mifi et du Ndé se sont retrouvés groupés à New Bell et dans la Zone Nylon, les ressortissants des trois autres départements Bamiléké préfèrent trouver à se loger à New Bell ou à New Deido, à Bépanda ou à Maképé.

Appartenance ethnique et comportements socio-économiques

Les grands clivages liés à la mosaïque ethnique sont observables à travers quelques thèmes d'analyse : question foncière et immobilière, statut professionnel, répartition des revenus, construction et utilisation du logement, etc.

Il est évident que le *partage du sol* à Douala s'appuie sur un substratum ethnique incontournable. Les autochtones Duala ou Bassa défendent d'arrache-pied leurs prérogatives foncières découlant de leurs droits coutumiers traditionnels. Ils ont dû composer avec l'administration qui pratiqua des expropriations d'intérêt public. Par préférence, les Duala tentés par la spéculation passèrent de multiples contrats avec les Européens, individus ou sociétés. Par contre, ils furent toujours réticents quand il s'agissait de transactions à effectuer directement avec des allogènes, Bamiléké surtout. Dans les secteurs où s'est développée une urbanisation irrégulière, les autochtones Bassa se sont bornés à la simple délivrance d'un permis d'occuper précaire et en principe révoquant, accordé pour des constructions provisoires en bois. Mais ils sont rapidement débordés par l'ampleur de l'occupation des lieux, qui précède l'acte officiel tant attendu de l'immatriculation.

La médiocrité généralisée de l'habitat est un état de fait. C'est le règne de la « carabotte » (planche éclatée). Des cas, les chefs de famille pourraient faire mieux, si les bases et règles du marché foncier étaient clarifiées, normalisées et rendues efficaces pour tout un chacun.

Dans le même ordre d'idées, il convient d'évoquer la situation socio-économique globale de l'agglomération doualaïse. Des différences tenant à l'appartenance ethnique se font jour à propos des stratégies familiales ou des stratégies urbaines au niveau des quartiers. De manière générale, nous avons pu découvrir des comportements ethniques spécifiques dans le secteur du monde du travail. De façon significative, les citadins non bamiléké sont en quête d'un travail rémunéré régulièrement et donc attirés par toutes les formes du salariat. Au contraire, les Bamiléké tournent leur préférence vers le travail autonome ou indépendant. Ils sont aptes à utiliser techniques de survie et « débrouilles » multiformes... avec efficacité. Les exemples de réussites financières sont légion parmi les ressortissants de l'Ouest, d'ailleurs les originaires de la Mifi, de la Menoua et du Haut-Nkam semblent statistiquement plus « doués en affaires » que d'autres.

Le fait ethnique est particulièrement bien illustré par la dynamique du logement à Douala. La ville est un chantier en perpétuelle évolution. Mais les mentalités et les pratiques touchant à l'acquisition du logement sont loin d'être uniformes sur toute l'agglomération. Le « mode d'habiter » des différents groupes tire ses références de tout un système socio-culturel, en relation étroite avec la provenance géographique des individus.

Le cas des autochtones est évidemment à part, car ici peut jouer l'accumulation des années pour expliquer l'existence d'un logement relativement convenable. Mais dans certains sous-quartiers, là où demeurent les classes d'âge avancé, avec beaucoup de veuves, subsistent des logements très médiocres qu'il faut considérer parfois comme la résultante d'une mauvaise entente au niveau des héritiers ou comme la conséquence d'une indivision des parcelles.

Les allogènes adoptent quant à eux des attitudes variées. Bien des néo-citadins maintiennent des relations suivies avec le village d'origine, créant une « plantation » ou édifiant une case au village, qui peut prendre les allures d'une vraie villa moderne.

Les Bassa allogènes en général s'implantent en ville pour plus longtemps que les Bamiléké. La construction du logement et l'aménagement de la concession se renforcent et s'améliorent au fil des années, au rythme de l'accroissement du cercle familial et des rentrées d'argent attendues d'un emploi salarié. Et si les hommes arrivent à repartir à la campagne, les femmes bassa refusent de rentrer, après un veuvage ou un divorce, car elles estiment que les conditions d'accueil au village ne pourraient que leur être défavorables sur le plan matériel ou non. Pour le financement de la construction du logement, les Bassa sont nettement individualistes ; ils édifient leur maison grâce à leur épargne personnelle. L'aide matérielle de la grande famille est faible et l'esprit de solidarité ethnique n'est pas très développé.

Il en va différemment chez les Bamiléké. Avec eux s'exprime un « dynamisme » sans cesse renaissant et prolongé. D'abord on peut dire que les Bamiléké, même lorsqu'ils sont installés depuis plusieurs décennies, doivent être considérés comme étant « de passage » à Douala. L'habitation du village est prioritaire à leurs yeux. La case en carabottes de la périphérie doualaïse ne peut être que provisoire, elle constitue le point de chute momentané d'un itinéraire fractionné en multiples séquences. Le Bamiléké « moyen » a toujours plusieurs fers... au feu : case au village ou à la ville voisine du lieu d'origine, case dans l'un des centres urbains du Cameroun ou d'un pays voisin, case à New Bell, à Nylon, chacune de ces cases ponctuant autant d'activités réelles ou passées de leur fondateur.

L'entraide familiale est maximale. L'esprit de solidarité et le sens des affaires de ce groupe ethnique n'est plus à démontrer. Pour le cas précis de la construction d'une habitation, la participation à une tontine fournit le coup de pouce financier nécessaire au départ pour l'achat des matériaux. Et puis un certain jour, on se réunit tous ensemble sur la concession. La case en carabottes est édiflée en quelques heures dans une ambiance de fête. Pour la villa en dur, plusieurs fins de semaine suffiront... L'organisation communautaire est donc ici la base de tout. Les structures familiales et sociales du groupe sont très complexes et solides. Une femme bamiléké ne reste jamais « veuve » : sitôt son mari disparu, elle est prise en charge par l'un des mem-

bres de sa belle-famille. Et son retour au village (du mari) est considéré comme allant de soi.

Le dynamisme régional

La fonction régionale de Douala s'appuie pour une large part sur des spécificités ethniques très marquées. Les interférences entre Douala et son arrière-pays sont renforcées par l'existence du fait *Bamiléké*.

Autant Douala a pu sembler naguère capter des flux puissants de populations au seul profit de sa simple croissance démographique, autant de plus en plus il importe de signaler que se produit un déversement inverse de citadins doualais, reflux urbain résultant d'un échec individuel pour une faible part, mais surtout participant à l'essor réel de la plupart des centres secondaires de la région doualaïse. Beaucoup de Bamiléké délaissent Douala vers 35 ans, à l'âge du mariage ; ils emportent avec eux un pécule et un « savoir-faire urbain ». Les anciens citadins ont laissé à leur place des frères plus jeunes dans leurs activités, dans leur logement. Ils quittent Douala, mais ne l'abandonnent pas. Ils portent en eux une force d'animation considérable.

Ainsi le contenu ethnique qui transparait dans le dynamisme régional est évident. Prenons l'exemple du département du *Moungo*. L'ancienne colonisation agricole européenne, qui subsiste en plusieurs points, a été reconduite par des élites locales riches et actives comme planteurs ou commerçants. L'« urbanisation » des campagnes est très avancée. Nombre de planteurs bamiléké du Moungo ont des « pied-à-terre » à Douala et des activités complémentaires qui peuvent devenir rapidement principales, dans les transports (taxis, camions), dans le commerce (hôtels, magasins), mais aussi dans la spéculation foncière et immobilière. Certains chefs de famille sont véritablement « à mi-temps » des citadins de Douala et des planteurs du Moungo. On peut vivre en dédoublant sa famille, grâce à la polygamie, en partageant et son temps et son activité à chaque extrémité du circuit. Une recherche d'efficacité concilie la scolarisation des enfants, les soins hospitaliers à la grande ville avec le maintien en état de la plantation d'origine pour un ravitaillement familial régulier, ce qui n'exclut pas la production de surplus pour la vente. Les temps de parcours en automobile sont réduits à une heure ou deux au maximum.

Les migrants citadins bamiléké sont le moteur de toute l'ethnie. Ils parviennent à entraîner *le pays bamiléké* dans la vie moderne et les preuves d'un commencement d'urbanisation des campagnes dans les hautes terres de l'Ouest ne sont pas rares. Les « retours au pays » sont fréquents et normaux : les migrations font partie du « système » bamiléké. On a quitté provisoirement sa communauté d'origine pour aller chercher ailleurs les moyens de mieux s'élever socialement dans le cadre coutumier traditionnel, quitte à résider dans la ville la plus proche de la « chefferie » au moment du retour.

Douala est depuis longtemps la première ville bamiléké du pays. Avec plus de 500 000 « montagnards » de l'Ouest, elle compte plus d'habitants bamiléké que l'ensemble des villes du pays bamiléké. Les échanges de biens et de personnes sont permanents. Les relations sociales sont intenses. Le groupe apparaît comme une « chaîne d'interdépendances » continue. Nul Bamiléké ne sera enterré à Douala. Les dépouilles reprennent obligatoirement le chemin des hautes terres. Des tontines spécifiques existent à cet effet parmi les originaires de chaque chefferie.

L'espace bamiléké se prolonge jusque dans les quartiers de Douala. Par leur nombre, par leur capacité de financement ou tout simplement leur aptitude à entreprendre, ils sont parvenus à investir l'espace urbain. Ils finissent par le posséder, par l'aménager (tontines, investissement humain, esprit communautaire), même si le plus souvent il leur a fallu contourner des résistances locales de la part des autochtones ou transgresser les règles administratives de l'urbanisme (habitat spontané).

Longtemps qualifiés de « bourgeoisie d'illettrés », mais arrivant à s'élever en véritables « self made men », les Bamiléké les mieux nantis constituent désormais une vraie bourgeoisie d'affaires tournée vers un large éventail d'activités : commerce, camionnage, bâtiment, collèges privés, cliniques, hôtels, cinémas, imprimeries, boulangeries. Mais aussi dans l'industrie, on compte des chefs d'entreprise bamiléké dans tous les secteurs : brasseries, textiles, chimie et plastiques, emballages divers, articles métalliques, électro-ménager, etc... Certaines de ces entreprises manipulent des chiffres d'affaires supérieur à un milliard de francs CFA et donnent du travail à des centaines de salariés chacune.

Les Bamiléké se sont emparés de Douala par le nombre et par leur esprit de compétition. Douala est une ville vivante à cause de leur dynamisme. Néanmoins son train de vie n'est pas celui d'Abidjan par exemple. Car les Bamiléké n'aiment pas les dépenses de prestige (sinon par rapport à un concurrent bamiléké !). Ils vivent facilement au-dessous de leurs moyens réels. Ils préfèrent inciter leurs enfants à des études longues et porteuses d'avenir. Ces derniers commencent à conquérir les domaines du tertiaire supérieur ; ils occupent des places intéressantes dans l'administration.

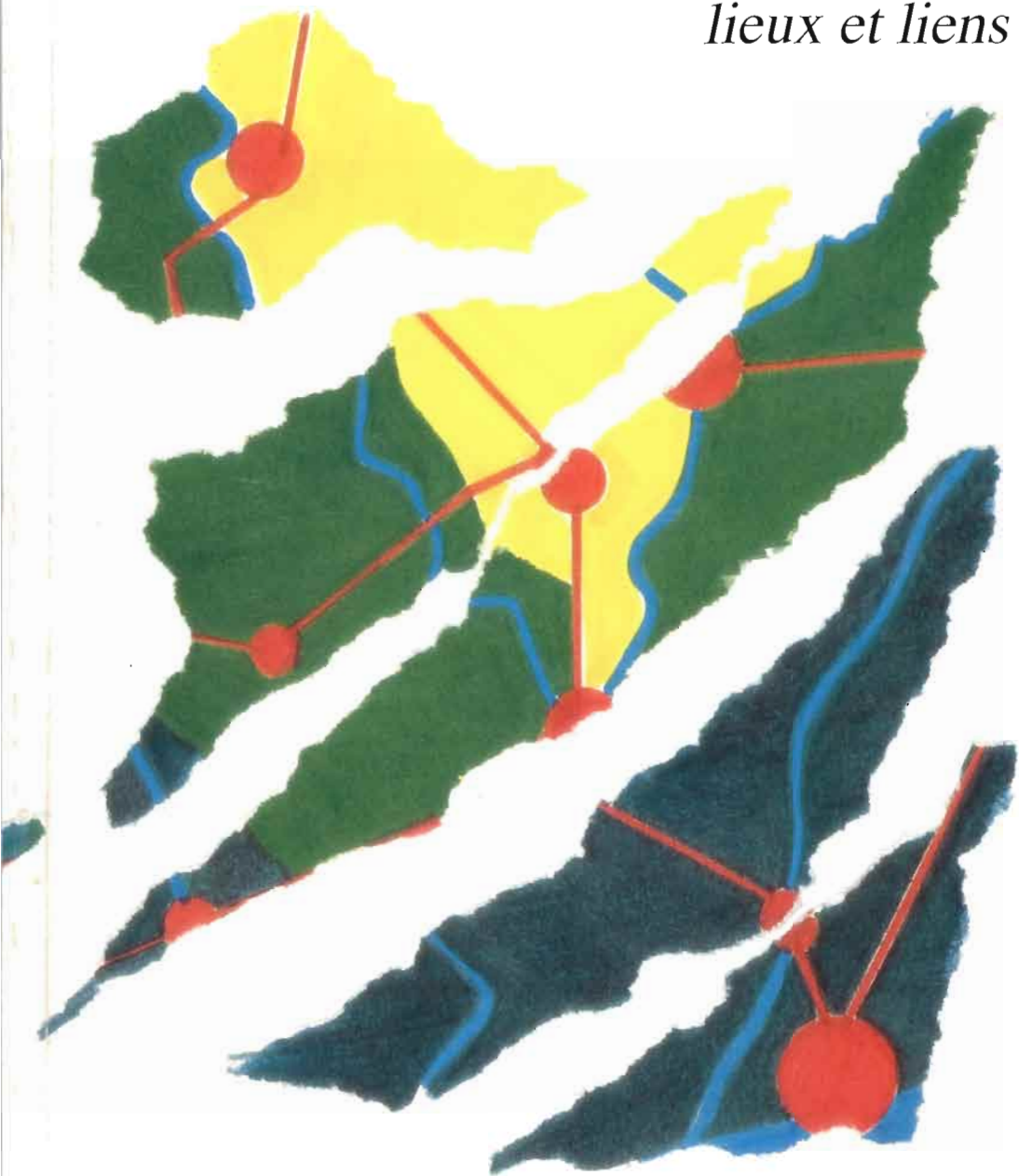
Mais également — ce n'est pas le moins intéressant à souligner —, les Bamiléké ont tenu à occuper le « créneau » des petits métiers habituellement dévolus à des migrants venus d'ailleurs, à l'instar des « Sahéliens » rencontrés à Abidjan. La *noria* des Bamiléké permet un renouvellement continu en jeunes gens. Ceux-ci ne laissent guère de place aux jeunes nordistes camerounais (dockers, boys-cuisiniers, gardiens de concession ou d'usine). A ce propos il faut constater que le Cameroun n'a pas à l'intérieur de ses frontières un secteur de Sahel considérable. Les islamisés du Nord sont largement attirés par le nord du Nigeria (Yola, Maïduguri). Les animistes des montagnes ou des plaines, quand ils sont venus travailler dans le sud, ce fut davantage pour des activités agricoles salariées (plantations d'hévéa, tabac, cacao). Ils ne répondent pas encore à l'appel de la grande ville. Mais peut-être suffit-il d'attendre, car les villes du Nord-Cameroun (Maroua, Garoua et d'autres encore) soutiennent des taux de croissance élevés chaque année... Dans une ou deux décennies, la « descente » à Douala constituera-t-elle pour eux la plus belle des aventures ?

BIBLIOGRAPHIE

- CHAMPAUD (J.), 1984. — *Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest*, ORSTOM, Paris.
- DONGMO (J.L.), 1981. — *Le dynamisme Bamiléké. Accumulation humaine, expansion spatiale et réussite économique d'un peuple de l'Ouest-Cameroun*, CEPER, Yaoundé.
- FRANQUEVILLE (A.), 1983. — *Une Afrique entre le village et la ville. Les migrations dans le Sud du Cameroun*, Paris.
- MAINET (F.), 1986. — *Douala. Croissance et servitudes*, L'Harmattan, Paris, (Collection « Villes et entreprises »), 616 pages, (préface de Guy LASSERRE).
- PELISSIER (P.), 1982. — Pour une géographie de la grande ville africaine, in : *Bull. de la Soc. languedocienne de géographie*, Montpellier, janv.-juin 1982, tome 16, fasc. 1-2 : 231-237.
- SAUTTER (G.), 1973. — Point de vue d'un géographe (sur les villes africaines), in : *Cah. Et. afric.*, Paris, n° 51 : 405-416.

Tropiques

lieux et liens



Editions de l'ORSTOM

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

*avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique,
de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
et du Ministère des Affaires Etrangères*

Sommaire

Présentation - P. PELISSIER ET G. SAUTTER

Avant-propos - P. GOUROU

Liens - C. BLANC-PAMARD, A. LERICOLLAIS, J. GALLAIS,
H. ATTIA

Campagnes en devenir - J.-Y. MARCHAL, O. HOFFMANN,
L. MESCHY, J. PELTRE-WURTZ, J. BOULET, G. DANDROY,
C. SEIGNOBOS, B. ANTHEAUME, V. LASSAILLY-JACOB,
B. CHARLERY DE LA MASSELIERE, J. BOUTRAIS, M.-C.
CORMIER-SALEM, A. LERICOLLAIS, C. BLANC-PAMARD,
M. BENOIT, H. RAKOTO-RAMIARANTSOA, O. SEVIN, B.
TALLET, Y. DEVERIN, J. RAMAMONJISOA, L. DUBOURDIEU.

Autour des villes - J.-L. CHALEARD, A. DUBRESSON, G.
SALEM, M. LE PAPE, C. VIDAL, A. MANOU-SAVINA, P.
PELTRE, G. MAINET, Y. MARGUERAT, J.-L. DONGMO,
J. CHAMPAUD.

Compositions d'espaces - A. SECK, M.-C. AQUARONE,
R. POURTIER, J.-P. RAISON, M. LESOURD, A. GASCON,
M. PORTAIS, E. GU-KONU, C. TAILLARD, A. SAUSSOL,
J. BONNEMAISON, L. CAMBREZY, J. PLYA, G. SAVONNET,
E. BERNUS, J.-C. ROUX, A.-M. PILLET-SCHWARTZ, M. PE-
PIN-LEHALLEUR, A. HALLAIRE, J. O. IGUE, A. SCHWARTZ.

Liste des auteurs

Table des matières